

Pour un manifeste des sciences humaines et sociales (07 Décembre 2009)

Dix présidents d'université s'allient pour rappeler « que les universités de SHS ont des taux d'insertion professionnelle identiques à ceux des autres domaines, que l'investissement dans l'enseignement supérieur produit individuellement un différentiel de revenu sensible en faveur des diplômés, que les gisements d'emplois futurs se trouvent dans le secteur tertiaire et les services, que les formes de valorisation de la recherche varient d'un secteur à l'autre et qu'à ce titre les SHS contribuent aussi largement au prestige international de notre pays et à son attractivité... »

Au-delà des slogans éphémères qui cachent souvent l'absence de véritable ambition, nous sommes tous convaincus que les universités de lettres et de sciences sociales ont un rôle clé à jouer dans le monde qui nous entoure et dans son évolution. Peu importe le nom qu'on lui donne, il est évident, et participe pleinement au caractère démocratique des sociétés modernes : démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et accueil d'étudiants de première génération, dont les familles ne sont pas passées par l'Université, formation critique et à la critique sans laquelle il n'est pas de citoyenneté vivante, internationalisation des cursus étudiants et des perspectives de recherche, perpétuation de disciplines séculaires qui constituent des strates indispensables de l'architecture du savoir et invention de nouveaux objets qui ne prennent sens qu'avec les humanités et les sciences sociales (le développement durable, l'économie de la santé, les post-colonial studies...).

Cette situation n'a rien de nouveau : depuis l'après-guerre, et surtout depuis la première grande démocratisation de l'enseignement supérieur au cours des années 1960, les universités de lettres et de sciences sociales se sont trouvées au centre des transformations mêmes du monde social. Pendant longtemps, ce sont bel et bien les universités, mais aussi des grandes écoles ou des institutions dédiées à la recherche, qui ont contribué à faire exister de nouvelles demandes sociales, de nouvelles attentes, de nouvelles exigences de justice. Ce fut notamment le cas, nous le savons tous, de la critique de la sélection scolaire et de ses effets de reproduction sociale, si favorables aux enfants issus des classes dominantes alors même que l'institution scolaire célébrait le mérite individuel, l'égalité supposée de tous, la promotion par l'école : cette préoccupation, ce souci de corriger les mécanismes invisibles qui ferment les filières d'excellence aux enfants socialement les plus démunis, ce désir de démocratiser enfin véritablement l'enseignement secondaire et supérieur qui s'imposent avec une force inédite à la fin des années soixante, ne sont pas séparables des avancées de la sociologie de l'éducation, qui fait, avec quelques grands livres, entrer ces questions dans le champ politique public.

Ce constat pourrait être étendu à d'autres secteurs des SHS d'après-guerre, qu'il s'agisse des statistiques publiques ou des études démographiques : c'est bien souvent la logique de la recherche et de la pédagogie en SHS qui a fait exister telle ou telle question comme objet de préoccupation publique partagé, comme enjeu de société par exemple pour le vieillissement de la population, la désertification rurale et l'aménagement du territoire, ou encore la redistribution des richesses.

Au cours des dernières décennies — c'est-à-dire sans doute à partir des années 1980 —, un glissement profond s'est produit, dont nous sentons aujourd'hui encore vivement les conséquences. Les conflits qui traversent le monde social ont bien entendu continué à concerner la redistribution des richesses et l'accessibilité des enfants des classes populaires aux filières les plus cotées de l'enseignement supérieur, mais ils ont été aussi redoublés par d'autres revendications ou d'autres attentes, qui relevaient cette fois bien davantage de la reconnaissance que de la seule redistribution : reconnaissance de la différence religieuse, culturelle ou sexuelle, critique des formes latentes ou explicites de discrimination, prise en compte des situations de handicap, etc. Or ce ne sont pas, ou pas seulement, les universités et les grandes écoles qui ont fait exister ces questions et ces revendications, mais aussi les acteurs sociaux, les associations, les partis politiques traditionnels ou nouveaux (comme les Verts). La position des universités a donc été probablement plus morcelée, moins visible, moins sûre d'elle-même qu'au cours des années 1960-1970, à la fois parce que les disciplines qui pouvaient porter les réponses et donner des éléments solides de critique étaient inexistantes dans les universités ou alors dominées (Gender and Queer Studies, psychologie sociale...) et parce que les institutions d'enseignement supérieur et de recherche étaient elles-mêmes objet de critiques sur

leurs propres pratiques de recrutement et de promotion : combien de femmes parmi les présidents d'Universités ou les directeurs de grandes écoles, combien de personnes issues de l'immigration ? Le rôle des universités en a été transformé, au moment même où elles devaient accueillir, justement, des publics nouveaux, eux-mêmes demandeurs de reconnaissance et de justice.

Mais aujourd'hui, ces mêmes universités sont confrontées à une crise d'une tout autre ampleur, qui n'est en rien propre à la France et que l'on rencontre presque sous les mêmes traits en Allemagne, en Italie ou en Angleterre, mais que les réformes politiques récentes ont sans conteste contribué à rendre plus aiguë : baisse annoncée des effectifs, particulièrement criante dans certains secteurs comme les langues, incertitude sur l'avenir de leurs équipes de recherche en raison des bouleversements qui affectent les grands organismes et de la montée en puissance de l'ANR, invitation pressante, voire brutale, à se soumettre à des modes d'organisation et de financement étrangers à leurs habitudes et souvent aléatoires voire illusoirs, mise en demeure de produire à des fins d'évaluation des indicateurs peu adaptés aux humanités et aux sciences sociales, confrontation, ici ou là, à un discours anti-intellectuel qui les relègue au rang de simples utilités...

Les débats et les grèves de l'année écoulée ont montré que toutes les universités ne sont pas également confrontées aux mêmes problèmes et qu'au-delà des enjeux généraux (sur les carrières, les moyens, les bâtiments notamment) il existe aussi des questions spécifiques aux grandes universités de lettres et de sciences humaines. Comment défendre et valoriser leur recherche, qui a évidemment bien d'autres débouchés que les brevets ? Comment faire comprendre et reconnaître que la bibliométrie, même mâtinée d'autres indicateurs, aura des effets désastreux en invitant les chercheurs à une spécialisation très forte et très rapide, à la multiplication des versions successives des mêmes travaux ? Comment redonner aux plus brillants des universitaires en début de carrière le goût de l'investissement collectif si tout se résume finalement au nombre d'item que chacun pourra lister dans sa fiche personnelle ? Comment faire entendre que la recherche en sciences humaines se fait dans des équipes souvent sans murs, dans des réseaux, des participations croisées ? Comment éviter que les mastères concours ne conduisent à la disparition pure et simple des secteurs disciplinaires entiers et de la formation à la recherche des étudiants ? Comment éviter que le contrat doctoral ne conduise à un formatage desséchant des thèses dont certains PhD américains donnent l'exemple peu convaincant ? Comment accueillir mieux des étudiants d'origines de plus en plus variées ? Bref, comment faire pour que nos universités restent ce qu'elles ont toujours été : un lieu d'inventivité et de promotion sociale.

C'est justement pour porter collectivement une réflexion sur ces questions cruciales et pour redevenir force de proposition audible, que nos universités entendent constituer entre elles une fédération ou une association, qui sera toute autre chose qu'un club ou un lobby : un groupe de réflexion et de proposition à qui il appartiendra, par exemple, de rappeler que les universités de SHS ont des taux d'insertion professionnelle identiques à ceux des autres domaines, que l'investissement dans l'enseignement supérieur produit individuellement un différentiel de revenu sensible en faveur des diplômés, que les gisements d'emplois futurs se trouvent dans le secteur tertiaire et les services, que les formes de valorisation de la recherche varient d'un secteur à l'autre et qu'à ce titre les SHS contribuent aussi largement au prestige international de notre pays et à son attractivité...

Olivier Christin, président de l'Université Lyon 2
Patrice Brun, président de l'Université Bordeaux 3
Alain Spalanzani, président de l'Université Grenoble 2
Lise Dumasy, présidente de l'Université Grenoble 3
François Le Poutier, président de l'Université Nancy 2
Anne Fraïsse, présidente de l'Université de Montpellier 3
Georges Molinié, président de l'Université Paris 4
Pascal Binczak, président de l'Université Paris 8
Bernadette Madeuf, présidente de l'Université Paris 10
Marc Gontard, président de l'Université Rennes 2

Source : www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/071209/pour-un-manifeste-des-sciences-humaines-et-soci